



24 JANVIER 2020

JOURNEE DE L'AVOCAT EN DANGER

PAKISTAN

Le 24 janvier de chaque année, depuis 2009, les avocats se mobilisent pour attirer l'attention sur la situation particulièrement délicate que vivent leurs confrères dans l'un ou l'autre pays du monde.

La Turquie en 2019, l'Egypte en 2018, la Chine en 2017, le Honduras en 2016 et, avant ceux-là, l'Iran, le Pays Basque, les Philippines, ...

Cette année les feux seront braqués sur le Pakistan.

Au cours des dernières années, des avocats pakistanais ont été victimes d'actes de terrorisme de masse, de meurtres, de tentatives de meurtre, d'agressions, de menaces (de mort), de poursuites pour outrage, de harcèlements et d'intimidations dans l'exercice de leurs fonctions professionnelles. Ils ont également été arrêtés, détenus ou torturés et, dans certains cas, les membres de la famille de l'avocat assassiné ont également été assassinés. Certains avocats ont été menacés de radiation ou ont fait l'objet d'une descente de police à leur domicile. Parfois, des avocats chrétiens ou des membres de sectes minoritaires ont été agressés ou menacés de mort.

Depuis 2016, le nombre d'avocats assassinés a augmenté de façon alarmante. Et, récemment, Saif-ul-Malook a reçu de graves menaces de mort pour avoir représenté Asia Bibi, une jeune chrétienne qui avait été condamnée à mort pour blasphème. Il a été contraint de se réfugier aux Pays-Bas.

Les auteurs de ces attentats sont des terroristes, des fanatiques religieux, la police ou des groupuscules non identifiés. Selon certaines informations, des milices progouvernementales (qui existent encore aujourd'hui) seraient à l'origine de certains meurtres et, dans certains cas, des avocats ont été tués parce qu'ils étaient chiites. En réponse à ces attaques répétées, les avocats pakistanais entrent en grève, manifestent, protestent et boycottent fréquemment les tribunaux.

La vie d'un avocat est en danger dès le moment où il ou elle accepte une cause.

Le Pakistan est une république islamique, dont la très grande majorité est sunnite. Parmi les pays musulmans, le Pakistan est celui qui a la loi anti-blasphème la plus stricte. De 1987 à 2017, plus de 1500 personnes ont été poursuivies pour blasphème et au moins 75 d'entre elles ont été exécutées.

En 2016, Bilal Anwar Kasi, président du barreau du Balouchistan était assassiné par un tueur non identifié le matin du 8 août. Alors que de nombreux sympathisants, dont beaucoup d'avocats, s'étaient rendus à l'hôpital de Quetta où son corps avait été amené, un kamikaze commit un attentat-suicide au cœur même de cet hôpital. Plus de 94 personnes furent tuées, dont 56 avocats, outre plus de 120 blessés.

Mais au Pakistan, les violences sont quasi-quotidiennes. Depuis février 2018, au moins 21 avocats ont été assassinés. Un [rapport](#) plus complet décrit les nombreuses attaques dont nos confrères pakistanais sont l'objet.

C'est pour soutenir nos confrères pakistanais que nous manifesterons le 24 janvier 2020, devant l'ambassade du Pakistan à Bruxelles, comme nos confrères de nombreux autres pays d'Europe et du monde entier le feront dans leur propre pays.

Pour exiger justice pour les martyrs de Quetta.

Pour demander que cessent les menaces et persécutions contre nos confrères pakistanais.

Pour demander que nos confrères les plus exposés, en raison des causes qu'ils acceptent, reçoivent une protection efficace.

Pour exiger la dépénalisation du blasphème au Pakistan.

Pour que les assassinats qui ont déjà été commis fassent l'objet d'enquêtes sérieuses, impartiales et efficaces.

Pour exiger que l'on ne porte plus atteinte à la vie et à la personne des avocats pakistanais.

AVOCATS.BE soutient la Journée de l'avocat en danger et sera présent à la manifestation.

Luttons !

Patrick Henry,
Ancien président.



DOTEL2020Pakistan.B
asicDocumentDraft.TS